



CNT-Solidarité Ouvrière 13
contact13@cnt-so.org
www.cnt-so.org/13

Mardi 26 janvier 2016 - Fonction Publique **TOUS ET TOUTES EN GREVE !**

26 JANVIER, UNE GREVE POUR QUOI ? UNE GREVE POUR QUI ?

UNE GREVE DE LA FONCTION PUBLIQUE, POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITE, AU SERVICE DE TOUS-TES !

Depuis plusieurs années, les services publics sont attaqués par les classes dominantes aidées par les gouvernements successifs. Cette politique libérale et austéritaire est le fruit de relations incestueuses entre patronat et gouvernements qui ne sont plus à démontrer, Macron en étant la dernière version édifiante.

Malgré certaines éclaircies, gagnées au prix de combats syndicaux sur le terrain nos réactions restent trop timides et isolées : réagissons !

La grève est donc l'occasion pour les salarié-es, mais aussi pour les usagers des services publics, de faire entendre leurs voix. Il n'est pas possible d'assurer un service de qualité pour tous-tes lorsqu'on constate que des dizaines de milliers de postes ont été supprimés ou précarisés et que l'accès aux services se restreint (« réorganisations » et fermetures de sites). Pourtant dans le même temps les entreprises ponctionnent toujours plus la collectivité (exonérations de cotisations sociales, fiscales, plans d'aide divers...) pour le résultat que l'on connaît en terme d'emploi...

Avec cette logique austéritaire, les fonctionnaires en poste doivent se serrer la ceinture (gel du point d'indice et augmentation progressive des cotisations retraite). Certains d'entre nous, pour parer à cette baisse de « pouvoir d'achat » et au coût élevé de la vie basculent vers l'accumulation d'heures supplémentaires. Cette logique individualiste reconduit la logique libérale, prive certains d'emploi, et ne propose à terme aucune solution satisfaisante. C'est par la lutte collective que les salarié-es doivent revendiquer une amélioration de leurs conditions de travail et de rémunération !

Pour la CNT-Solidarité Ouvrière, les services publics sont les garants et les outils de la construction de l'égalité. C'est pour cela que nous exigeons :

- La fin des dispositifs de financement publics des entreprises (« pacte de responsabilité », CICE , exonérations de cotisations sociales...).
- La créations de postes dans la fonction publique à hauteur des besoins formulés par les salariés et usagers. Le maintien d'un maillage territorial fort des services publics.
- Le dégel du point d'indice et la revalorisation progressive des salaires en partant des catégories C et B, pour réduire les inégalités salariales.
- La titularisation de tous-tes les précaires, sans conditions.
- La gestion des services publics par tous-tes (travailleurs-euses et usagers).

Manifestation

**Travailleurs-euses de l'éducation :
RDV 10H30 gare Saint-Charles,
avant de rejoindre le cortège
Interprofessionnel.**

**Assemblée Générale au lycée
Montgrand à la suite de la
manifestation.**



UNE GREVE DES TRAVAILLEURS-EUSES DE L'EDUCATION, POUR UNE AUTRE ECOLE, EMANCIPATRICE, POLYTECHNIQUE ET AU SERVICE D'UNE SOCIETE PLUS JUSTE

Eclair, REP, REP+, réforme des rythmes scolaires, réforme du Bac Pro, réforme du Lycée, réforme du collège... Les « réformes » se suivent au pas de course quelque soit le gouvernement. Il est d'autant plus étrange d'entendre les membres de ces mêmes gouvernements déplorer qu'il est impossible de réformer l'éducation nationale, ce mammoth trop gras...

Les politiques menées, quel que soient leur emballage, ont toujours la même priorité : faire davantage d'économies et imposer une gestion managériale de l'école. Cette cure d'austérité n'aboutit qu' à un résultat : l'affaiblissement constant de notre système éducatif avec, pour corollaire, l'expansion du privé, qui se porte au mieux ! Les dérives managériales introduites par l'autonomisation progressive des établissements induisent une mise en concurrence des établissements et des personnels néfastes et contre-productives pour les usagers.

L'arrière-plan est une ligne idéologique libérale mortifère (directives de l'OCDE, de l'UE et des officines patronales comme le Medef) qui envisage le monde de l'éducation comme une proie à ajouter à son tableau de chasse.

Non ! Nos enfants et nos élèves ne seront pas de la chair à patrons. Non, au creusement des inégalités et à la reconduction d'une société de privilèges. Pour nous, l'éducation, c'est la lutte pour l'émancipation et l'égalité sociale !

Aussi, la CNT-SO revendique :

- Des créations de postes enseignant-e-s pour des classes à effectifs réduits (15 à 20 suivant la typologie des établissements).
- La pérennisation des différents emplois en vie scolaire avec la création de nouveaux statuts correspondants.
- La remise à plat de la réforme des rythmes scolaires et l'abrogation de la réforme du collège telle qu'elle est proposée actuellement.
- La fin de la masterisation et une formation initiale en deux ans pour les enseignant-e-s stagiaires. Une amélioration de son contenu, en particulier dans le sens des pédagogies alternatives.
- La mise en place d'une réflexion collective sur l'école de demain : solidaire, émancipatrice, polytechnique, égalitaire et basée sur l'entraide et la coopération.



Manifestation

Travailleuses-euses de l'éducation : RDV 10H30 gare Saint-Charles, avant de rejoindre le cortège Interprofessionnel.

Assemblée Générale

Il est nécessaire de réussir une grève massive le 26/01 mais nous devons déjà envisager sa suite, y compris sa reconduction, pour construire un rapport de force durable !

C'est pourquoi, avec d'autres organisations syndicales, la CNT-SO appelle à se joindre à l'Assemblée Générale au lycée Montgrand à la suite de la manifestation.

Nous ne devons pas nous résigner, une autre société doit advenir : c'est aux travailleuses-euses de l'imaginer et de la construire !